



SNT



Ensemble et pour tous

EDITO NATIONAL

7 FEVRIER 2023

...

RETRAITES : UNE REFORME POLITIQUE DONT ON POURRAIT SE PASSER

Les grèves se poursuivent. Le SNT, à l'unisson de la totalité des organisations syndicales, dénonce cette réforme. Mais, en connaissons-nous tous les dessous ?

Explication de texte.

Déficit ? Le système des retraites affiche un excédent de 3.2 milliards d'euros en 2022, après + 900 millions en 2021.

Déficit abyssal dans les années à venir ? Le déficit attendu en 2027 serait de 10.7 milliards d'euros. Ramenons à de justes proportions et comparons-le au budget de 350 milliards d'€ du système chaque année, soit 3%.

Dérapage des dépenses ?

Aucune ambiguïté dans le dernier rapport du Conseil d'Orientation des Retraites (COR), datant de septembre 2022 : « Il n'y a pas de dynamique non contrôlée des

dépenses de retraite ». Globalement, les dépenses représentent, et jusqu'en 2070, environ 13.7% du PIB français avec même une légère baisse sur la durée. Oui, oui, vous avez bien compris... une légère baisse.

Immense paradoxe !

Le rapport entre le nombre de cotisants et le nombre de retraités va continuer à baisser, pour passer de 1.7 cotisant par retraité en 2020 à 1.2 en 2070, vieillissement de la population oblige. Et pourtant, les dépenses diminuent. Allez comprendre... Mais la raison est toute simple : les pensions seront moins élevées. Et cela a déjà commencé.

Ainsi, le taux de remplacement ----- c'est-à-dire le rapport entre les derniers salaires touchés et la pension perçue à la retraite ----- est passé, dans le privé, de 79.1% pour les individus nés en 1938, à 74.8% pour ceux nés en 1950. Soit, moins 4.3 points. Dans le public, il est de moins 6.2 points. Et ce n'est que le début. L'explication est connue. Les réformes des retraites de 1987 et 1993 ont indexé les droits et les pensions sur l'inflation, et non plus sur les salaires.

Car, quoi qu'on en dise, nous le savons tous, la baisse du niveau de vie relatif de nos retraites est programmée.

Ainsi, en 2021, 10.9 % des personnes âgées (PA) vivent sous le seuil de pauvreté en France (16.8% dans la moyenne européenne), contre 14.4% pour l'ensemble de la population française. En 1970, les « pauvres » représentaient 35% pour les plus de 65 ans. L'avons-nous oublié ? **Le système de répartition, mis en place par le Conseil de la Résistance a permis de sortir les anciens... de la misère. Telle est la formidable réussite de notre modèle.**

Mais le balancier est reparti dans l'autre sens : 7.6% des PA sous le seuil de pauvreté en 2017 ; 9.5% en 2019, etc. Ce n'est que le début. Avec le maintien des règles actuelles, en 2040, le niveau de vie des PA sera même inférieur de 5 à 10% au reste de la population ; de 25% en 2070. Le retour de la misère pour beaucoup à terme ?

Quoi qu'il en soit, les dépenses ne dérapent pas.

Alors, où chercher ? La réponse est simple, la technique est connue : du côté des recettes. En privant le budget de recettes, il est si facile de dire qu'il est déséquilibré et de crier au loup.

Le déficit de 2027 est essentiellement dû à un manque de ressources, qui plus est lié aux économies sur la FPT et la FPH qui réduisent le volume des cotisations collectées.

Faut-il rappeler ces économies ?

Gel du point d'indice, revalorisation en dessous de l'inflation, hausse de la part de primes non soumises à certaines cotisation, réduction ou moindre augmentation des effectifs, etc.

Déjà que le système était dévoyé... En ne prélevant pas de cotisations retraites sur les primes des fonctionnaires, les pensions sont forcément plus limitées à l'arrivée. **Exemplaire, vraiment, un État qui, à ses propres agents, ne paie pas de cotisations sur une grande part de leur rémunération afin de minorer leurs retraites ? Et sans leur laisser le choix en plus.**

Ont-ils pour autant pensé à tout ?

Entre la pénibilité, l'usure professionnelle et les maladies... combien de personnes, en réalité, arriveront en retraite en congé maladie, en situation de handicap, en ayant déjà cessé de travailler ou en travaillant beaucoup moins. Est-on si certain que cela coûtera beaucoup moins cher au global d'allonger les années en activité ?

En résumé, en tous cas, grâce à ces économies, le déficit global de la France se réduit (car il y a de moindres dépenses : merci les agents publics !)... mais le déficit des retraites se creuse (car il y a de moindres recettes : c'est sûrement encore la faute aux fonctionnaires !) !

Alors, que retenir de cela, sinon que c'est avant tout une réforme politique qui résulte d'une vision de la société. Vision néo pour ne pas dire ultra-libérale, faut-il le préciser. Entre les multinationales pas particulièrement désireuses de payer davantage de cotisations ; les assureurs et vendeurs de produits d'épargne de retraite par capitalisation ; les mélanges entre économistes, certains médias bien-pensants et députés n'imaginant pas qu'il existe un autre monde possible que le néo-libéralisme ; et la commission européenne arc-boutée dans sa discipline budgétaire, et la synergie de tous ces lobbies... le choix est vaste.

Que retenir encore sinon que c'est une réforme dont on pourrait se passer. De toutes manières, mécaniquement, avec l'allongement de la durée des études et l'entrée de plus en tardive dans la vie active, d'une part, et la baisse des pensions, d'autre part, réforme ou pas, les français partiront de plus en plus tard en retraite.

Alors, et nous, français, où sommes-nous dans tout cela ?

Avons-nous encore le droit à la parole ? Oui, les retraites coûtent cher, mais les dépenses sont maîtrisées. C'est donc un modèle de société, un choix à faire que nous devons faire valoir.

Quel contrat social souhaitons-nous ? avec les jeunes ? avec les anciens ?

Au fait, lors de la crise des subprimes en 2008, le renflouement des banques a coûté 30 milliards d'€ aux contribuables. Ils ont été trouvés immédiatement. Il en faut 10.7 en 2027. À l'échelle d'un système de santé qui a des recettes à hauteur de 350 milliards d'€, ça doit se pouvoir se trouver...

Et même, augmenter les cotisations mensuelles, entre 4 et 28 euros ----- selon les économistes et selon les années à venir -----, à se répartir entre l'État, les employeurs, les salariés... pour éviter cette réforme, ça doit être jouable...

Oui, au SNT, nous voulons croire en un autre monde, plus solidaire.

Et il est possible. Mais nous n'y arriverons pas tout seul. Comme écrivait Victor Hugo en 1874 : « Mettre tout en équilibre, c'est bien. Mettre tout en harmonie, c'est mieux ».

Avec vous, ensemble, construisons un autre modèle de société.

O.L.

Le casse du siècle

NON
À LA RÉFORME DES RETRAITES !

19 janvier : nous étions 2 millions
31 janvier : nous étions 2,5 millions

AMPLIFIONS LA MOBILISATION !

RDV LES 7 ET 11 FÉVRIER PARTOUT EN FRANCE

SNT SYNDICAT NATIONAL DES TERRITORIAUX
Ensemble et pour tous

CFE CGC

QR code

